



**IMPOSONS LA PAIX ET LE RESPECT DES PEUPLES
NON LA GUERRE N'EST PAS LA SOLUTION.
NOS JEUNES NE SONT PAS DE LA CHAIR A CANONS**

Stupeur lors du 107^{ème} Congrès des Maires de France qui croyaient assister à un discours protocolaire.

Invité à prendre la parole à l'ouverture du Congrès, le général Fabien Mandon a déclaré : "Nous avons tout pour dissuader Moscou. Ce qu'il nous manque, c'est la force d'âme pour accepter de nous faire mal pour défendre la Nation. (...) Il faut accepter de perdre nos enfants, de souffrir économiquement. Si nous ne sommes pas prêts à cela, alors nous sommes en risque. Il faut en parler dans vos communes"

En fait, le général Mandon, chef d'état-major des armées, proche du président Macron, a servi un discours en vue de conditionner le pays à l'idée de pertes humaines et d'une économie brisée, d'étouffer la colère des Français en semant la peur.

Ce n'est pas le rôle d'un Chef d'Etat-Major des Armées de dicter la politique internationale de la France et de préparer les esprits à une guerre... avec un discours belliciste.

Il a évoqué une Russie prête à affronter l'OTAN d'ici 2030 et une possible invasion chinoise de Taïwan dès 2027. Or ce n'est que spéculation. Il ne sert que les intérêts américains, les contrats d'armement, et l'extension de l'OTAN jusqu'aux portes de la Russie.

C'est aussi un discours qui s'inscrit dans la stratégie de peur distillée par Emmanuel Macron pour faire écho à la politique imposée par Ursula von der Leyen avec pour objectif la création d'un État d'Europe abolissant la souveraineté des nations.

Dans le cadre des politiques d'austérité que l'on connaît, l'augmentation exponentielle des dépenses militaires est criminelle. Tout l'argent public dépensé pour la militarisation est de l'argent qui n'est pas dépensé pour la santé, l'éducation, la justice, les infrastructures, donc pour le bien-être des populations.

N'oublions jamais que l'impérialisme, le capitalisme ont toujours utilisé la guerre pour sortir des crises économiques et sociales qu'ils engendrent.

Pour l'ARAC, s'engager pour la paix, pour un désarmement universel, demander la dissolution de l'OTAN, faire jouer tout son rôle à l'ONU, mettre en œuvre la Charte des Nations Unies, respecter le droit international et la souveraineté des peuples est un enjeu majeur aujourd'hui.

La paix passe par la satisfaction des besoins économiques et sociaux des peuples.

La paix est l'affaire de chacun d'entre nous.

Nous devons nous rassembler pour faire entendre la voix de toutes celles et tous ceux qui sont épris de justice, du respect des peuples, d'égalité.

Voilà pourquoi l'ARAC, depuis 1917, en s'attaquant à la guerre, aux causes des guerres, au respect des peuples, à leur sécurité, permet à des millions de femmes et d'hommes, d'avoir la foi dans leur engagement, dans leur avenir.

Villejuif, le 20 novembre 2025